Plume du Monde
MAGAZINE
LE MAGAZINE QUI ÉCLAIRE LE MONDE

SIÈGE SOCIAL
PARIS, FRANCE
TÉL. : +33 6 26 11 92 31
plumedumondemagazine@gmail.com

OCTOBRE 2026



Affaire Martinez Zogo : le ministère des Finances, véritable enjeu d'un règlement de comptes politique ?

Dans une intervention diffusée en direct, le journaliste Roland Peguy Meyong met en cause une haute personnalité de la présidence de la République qui serait, selon lui, à la manœuvre d'une opération visant à écarter Louis Paul Motaze pour prendre le contrôle du ministère des Finances. Il soutient que Martinez Zogo aurait été instrumentalisé dans cette lutte de pouvoir, avant que son assassinat ne serve à faire accuser d'autres personnalités. Des accusations qui restent à étayer.

Par David Pem — Journaliste, Directeur de publication
plumedumonde.com

GROUPE P & Co
SOCIÉTÉ DE NETTOYAGE
Propreté, qualité et satisfaction client sont les piliers de notre engagement au quotidien.
Tél. : 06 27 32 13 02

Plume du Monde
MAGAZINE
LE MAGAZINE QUI ÉCLAIRE LE MONDE
SIÈGE SOCIAL PARIS, FRANCE | TÉL. : +33 6 26 11 92 31 | plumedumondemagazine@gmail.com

Affaire Martinez Zogo : le ministère des Finances, véritable enjeu d'un règlement de comptes politique ?

Dans une intervention diffusée en direct, le journaliste Roland Peguy Meyong met en cause une haute personnalité de la présidence de la République qui serait, selon lui, à la manœuvre d'une opération visant à écarter Louis Paul Motaze pour prendre le contrôle du ministère des Finances. Il soutient que Martinez Zogo aurait été instrumentalisé dans cette lutte de pouvoir, avant que son assassinat ne serve à faire accuser d'autres personnalités. Des accusations qui restent à étayer.

Par David Pem - Journaliste, Directeur de publication

Le ministère des Finances était-il l'un des véritables enjeux des rivalités entourant l'affaire Martinez Zogo ? C'est la lecture défendue par Roland Peguy Meyong dans une intervention dont les extraits développent un scénario de lutte pour le pouvoir. Au centre de son récit : une volonté supposée de fragiliser Louis Paul Motaze, de déstabiliser son entourage et de placer à la tête des Finances une personnalité acquise à d'autres intérêts.

Cette interprétation repose sur des accusations particulièrement graves. Elle ne constitue ni une conclusion judiciaire ni une démonstration établie des mobiles de l'assassinat. Elle expose la version d'un intervenant qui affirme connaître certaines relations et certains échanges entre les protagonistes.

Pour Roland Peguy Meyong, la conquête du pouvoir passerait par le contrôle de plusieurs leviers : les renseignements, l'administration territoriale, les forces de défense et de sécurité, mais également les ministères stratégiques. Dans cette configuration, la Justice et, surtout, les Finances occuperaient une place déterminante.



Le journaliste soutient ainsi que Louis Paul Motaze aurait constitué un obstacle à des ambitions de repositionnement au sommet de l'État. Selon son analyse, les attaques visant le ministre et Jean-Pierre Amougou Belinga auraient participé d'une même dynamique : affaiblir un réseau de relations pour rendre possible un changement à la tête des Finances.

La haute personnalité de la présidence qu'il évoque aurait joué, selon lui, un rôle central dans cette entreprise. Les extraits disponibles ne permettent toutefois pas de vérifier les instructions, les conversations privées et les interventions qu'il lui attribue. Ils ne permettent pas davantage d'établir un lien entre cette rivalité alléguée et la décision d'assassiner Martinez Zogo.

Dans son récit, Roland Peguy Meyong accorde également une place à la rupture entre Ernest Obama et Jean-Pierre Amougou Belinga. Il présente cet épisode comme un tournant ayant favorisé la circulation d'informations sur les activités de l'homme d'affaires. Cette séquence serait, à ses yeux, l'un des éléments préparatoires d'une offensive plus large. Là encore, les échanges et les intentions rapportés demandent une corroboration indépendante.

Son accusation principale concerne cependant le rôle qu'auraient joué les personnes alimentant Martinez Zogo en informations. Le journaliste aurait, selon lui, été utilisé pour multiplier les dénonciations contre certaines personnalités, puis éliminé afin que les soupçons se portent sur les cibles de ses émissions.

Roland Peguy Meyong désigne cette mécanique supposée par l'expression « attribution du crime ». Il décrit une stratégie qui aurait consisté à préparer l'opinion à considérer certains responsables comme coupables si un malheur arrivait à l'animateur. Ce scénario reste une accusation de son auteur : les extraits ne fournissent pas, à eux seuls, les preuves d'une telle planification.

Ces déclarations interviennent alors que le témoignage du lieutenant-colonel Parfait Ayissi Nanga suscite des débats au Tribunal militaire de Yaoundé. Selon les comptes rendus de son audition, cet ancien membre de l'équipe d'enquête conteste certaines investigations, affirme que des pistes auraient été négligées et met en cause Martin



Savom. Il dénonce également des pressions et des menaces dont il dit avoir été victime. Ces affirmations demeurent celles du témoin.

Son audition donne aussi lieu à des contestations. Au contre-interrogatoire, Me Calvin Job, avocat des ayants droit de Martinez Zogo, a contesté la cohérence de son récit et ses affirmations sur les circonstances médicales du décès. Le témoignage doit donc être apprécié dans son ensemble, avec les questions et les objections soulevées au cours des débats.

Un autre élément nourrit les interprétations politiques de l'affaire : les déclarations de Léopold Maxime Eko Eko. L'ancien directeur de la DGRE a affirmé avoir enquêté, à la demande du chef de l'État, sur un projet présumé de coup d'État et avoir été arrêté après la remise de son rapport. Ces propos sont distincts du témoignage d'Ayissi Nanga et du récit de Roland Peguy Meyong. Leur rapprochement ne suffit pas à démontrer l'existence d'un même complot.

La thèse d'une bataille pour le contrôle des Finances soulève ainsi des questions sur les rapports entre argent public, influence et ambitions politiques. Mais pour devenir une explication démontrée de l'assassinat, elle doit être soutenue par des documents authentifiés, des témoignages concordants et des éléments matériels soumis à la contradiction.

Les personnalités mises en cause conservent leur droit de répondre à ces accusations. Quant à la responsabilité pénale de chacun, elle relève de l'examen des preuves par la justice. Au cœur de ce dossier demeure une exigence : établir qui a décidé, organisé et exécuté l'assassinat de Martinez Zogo, sans substituer aux faits une lecture politique, quelle qu'elle soit.

